

Accès au marché financier du Royaume-Uni par les prestataires suisses selon le « Berne Financial Services Agreement » : quelle musique d'avenir ?

Frédérique Bensahel

[Avocate, FBT Avocats SA, Genève, Paris]



Après plus de deux ans de négociations et d'évaluations approfondies de leurs réglementations respectives, la Suisse et le Royaume-Uni – deux Etats confrontés à des difficultés d'accès aux marchés financiers européens – ont signé le 21 décembre 2023 le « Berne Financial Services Agreement », un accord de reconnaissance mutuelle dans de nombreux segments financiers. Les deux Etats ont reconnu l'équivalence de leur réglementation et de leur système de surveillance dans le domaine bancaire, la gestion d'actifs, les services d'investissement, les assurances et les infrastructures de marchés financiers.

L'intérêt de cet accord pour la place financière suisse réside dans l'accès, à des conditions facilitées, au marché du Royaume-Uni sur une base transfrontalière.

Une fois l'accord ratifié par le Parlement des deux pays, les banques, maisons de titres, directions de fonds, gestionnaires de fortune collective et gestionnaires de fortune suisses pourront fournir une large palette de services d'investissement au Royaume-Uni à la condition qu'ils soient autorisés par la FINMA à rendre les mêmes services en Suisse – et qu'ils les fournissent effectivement – et qu'ils ne soient pas déjà autorisés au Royaume-Uni selon le *Financial Services and Markets Act 2000*. Les établissements suisses seront ainsi dispensés de se conformer aux conditions d'autorisation et aux mesures prudentielles du Royaume-Uni, ce dernier s'appuyant sur l'autorisation d'exercer et les mesures prudentielles suisses. Les services pourront être rendus sur une base cross-border ou par la présence temporaire d'employés sur territoire britannique, pour autant que cette présence ne crée pas un établissement stable.

Avant la fourniture de tout service d'investissement, les établissements financiers suisses devront notifier à la *Financial Conduct Authority* (« FCA ») et la FINMA, selon les modalités convenues, les services autorisés qu'ils entendent fournir au Royaume-Uni, le type d'instruments financiers qui feront l'objet de ces services et les clients visés. Ils seront ensuite inscrits dans un registre.

Les services d'investissement autorisés sont nombreux et l'autorisation de les fournir dépendra de la question de savoir si l'établissement suisse est autorisé à les rendre en Suisse. Pour les prestataires de services financiers de droit suisse, sont couverts par l'accord la réception et la transmission d'ordres portant sur les instruments financiers désignés par l'accord (comme les valeurs mobilières, les instruments du marché monétaire, les parts de fonds, les options et les dérivés), l'exécution d'ordres pour le compte de clients, la gestion de fortune, le conseil en placement et l'octroi de crédits pour exécuter des opérations sur instruments financiers.

Une fois annoncés à la FCA et inscrits au registre britannique, les prestataires de services financiers suisses pourront fournir des services aux clients désignés selon l'accord, soit les contreparties éligibles (catégorie similaire à celle des clients institutionnels), les clients professionnels *per se* et les clients fortunés (*High Net Worth Covered Clients* («HNWCC»)). Cette dernière catégorie diffère légèrement de celle de client privé fortuné habilité à demander à être traité comme un client professionnel selon la LSFIn. Il s'agit de personnes physiques disposant d'une fortune nette de plus de GBP 2 millions qui, compte tenu du service offert et des transactions envisagées, sont en mesure de prendre leurs propres décisions d'investissement et de comprendre les risques impliqués, pour autant qu'ils aient déclaré par écrit qu'ils souhaitent être traités comme des HNWCC pour le service qui va leur être presté et qu'ils comprennent ce faisant re-

noncer à la protection offerte par la législation du Royaume-Uni. Des règles similaires sont prévues pour les structures d'investissement privées qui agissent pour le compte de personnes physiques résidant au Royaume-Uni.

Les prestataires de services financiers suisses qui fourniront leurs services financiers au Royaume-Uni seront assujettis aux règles applicables en Suisse, comme les règles de conduite de la LSFIn. Ils seront toutefois tenus de communiquer des informations supplémentaires aux clients britanniques préalablement à la fourniture des services, relatives notamment à leur absence d'autorisation au Royaume-Uni, au droit applicable à la relation d'affaires ou encore à l'absence de certains droits découlant de la réglementation britannique. Ils seront aussi tenus de rapporter annuellement certaines informations à la FCA.

La gestion des risques *cross-border* constitue un défi de taille et un coût pour les prestataires de services financiers ; elle constitue aussi une préoccupation importante pour la FINMA. La fourniture de services financiers est en principe réglementée par chaque Etat et la réglementation étrangère est loin d'être uniforme, ce qui rend généralement l'accès à un marché étranger – lorsqu'il est possible – onéreux et très complexe au niveau opérationnel. Le «Berne Financial Services Agreement» permettra aux prestataires suisses de faire la promotion et de rendre des services financiers non seulement sans obligation d'autorisation mais encore dans l'application de leurs propres règles prudentielles. La gestion des risques des prestataires s'en trouvera ainsi largement facilitée. L'adoption de l'accord laisse présager de réjouissantes perspectives de développement pour l'industrie financière suisse sur l'une des principales places financières mondiales.



Access to the UK financial market by Swiss service providers under the Berne Financial Services Agreement: what does the future hold?

Frédérique Bensahel

[Attorney-at-Law, FBT Avocats SA, Geneva, Paris]

After more than two years of negotiations and in-depth assessments of their respective regulations, Switzerland and the United Kingdom – two countries facing difficulties in accessing European financial markets – signed the Berne Financial Services Agreement on 21 December 2023, an agreement on mutual recognition in a number of financial segments (the “Agreement”). The two countries have recognised the equivalence of their regulatory and supervisory systems in banking, asset management, investment services, insurance and financial market infrastructures.

The benefits of the Agreement for the Swiss financial centre lie in facilitated access to the UK market on a cross-border basis.

Once the Agreement has been ratified by the parliaments of both countries, Swiss banks, securities firms, fund management companies, asset

managers and portfolio managers will be able to provide a wide range of investment services in the UK, provided that they are authorised by FINMA to provide the same services in Switzerland – and that they actually provide them – and that they are not already licensed in the UK under the *Financial Services and Markets Act 2000*. Swiss institutions will

thus be exempt from complying with UK licensing conditions and prudential requirements, as the UK will rely on the Swiss license and Swiss prudential requirements. Services may be provided on a cross-border basis or through the temporary presence of employees in the UK, provided that this presence does not create a permanent establishment.

Prior to the provision of any investment services, Swiss financial institutions will be required to notify the *Financial Conduct Authority* (“FCA”) and FINMA, in an agreed manner, of the authorised services they intend to provide in the UK, the type of financial instruments that will be the subject of those services and the targeted clients. They will then be entered on a register.

A great number of investment services are covered by the Agreement, and authorisation to provide them will depend on whether the Swiss institution is licensed to provide them in Switzerland. For financial service providers incorporated under Swiss law, the Agreement covers the reception and transmission of orders relating to the financial instruments (such as transferable securities, money market instruments, fund units, options and derivatives), the execution of orders on behalf of clients, asset management, investment advice and the granting of loans for executing transactions in financial instruments.

Once registered with the FCA and entered on the UK register, Swiss financial service providers will be able to provide services to clients designated under the Agreement, i.e. eligible counterparties (a category similar to Swiss institutional clients), professional clients *per se* and *High Net Worth Covered Clients* (“HNWCC”). The last category differs slightly from that of high-net-worth private clients who are entitled to request treatment as professional clients under the *Swiss Financial Service Act* (“FinSA”). These are individuals with a net worth of more than GBP 2 million who, in view of the services offered

and the transactions envisaged, are able to make their own investment decisions and understand the risks involved, provided that they have declared in writing that they wish to be treated as HNWCCs for the service to be provided to them and that in so doing they understand that they are waiving the protection afforded by UK legislation. Similar rules apply to private investment vehicles acting on behalf of UK resident individuals.

Swiss financial service providers who provide financial services in the UK will be subject to the rules applicable in Switzerland, such as FinSA’s conduct of business rules. However, they will be required to provide additional information to UK clients prior to the provision of services, such as that they are not licensed in the UK, the law applicable to the business relationship and the impossibility to avail themselves of certain rights provided by UK law.

They will also be required to report certain information annually to the FCA.

Managing cross-border risks is a major challenge and a cost for financial service providers; it is also a major concern for FINMA. The provision of financial services is in principle regulated by each individual state, and foreign regulation is far from uniform, which generally makes access to a foreign markets – where it is possible – costly and highly complex at the operational level. The Berne Financial Services Agreement will enable Swiss service providers to promote and provide financial services not only without the need to be licensed in the UK, but also in accordance with their own prudential rules. This will make it much easier for Swiss providers to manage their risks. The adoption of the Agreement augurs well for the development of the Swiss financial industry in one of the world’s leading financial centres. ■

Frédérique Bensahel

